

Valentina n'a pas eu d'autre choix que de mourir d'une fausse couche

Comment Valentina Milluzzo, une jeune femme de Catane, en Sicile, enceinte de jumeaux, est morte dans sa 19ème semaine de grossesse

par Elisabetta Canitano, gynécologue et présidente de l'association "Vita di Donna" (Vies de femmes) à Rome

“Le cœur de l'enfant bat encore.” Dans les services d'obstétrique et les maternités affiliés à l'église, cette phrase est utilisée pour mettre les femmes en péril.

Encore. “Encore”, se réfère à une grossesse fatalement compromise mais le cœur du fœtus continue à battre. Pour les femmes dont la grossesse est entre la 16ème et la 22ème semaine et dont les fœtus ne sont pas viables, cette phrase peut signifier une condamnation à mort chaque jour, et cela parce que les femmes ne pourront bénéficier d'un avortement immédiat pour leur sauver la vie, comme le préconisent les directives médicales internationales.

La plupart de ces femmes à risques ont une rupture du sac gestationnel. Nous ne savons pas exactement si c'est ce qui est arrivé dans le cas de Valentina mais il semblerait que son col de l'utérus se soit prématurément dilaté, créant un risque de fausse couche et l'on sait qu'elle a eu une forte fièvre 12 heures avant d'accoucher du premier jumeau, mort-né, mort depuis quelques temps. Des bactéries ont dû pénétrer dans son utérus quelques heures avant. Lorsque la cavité utérine est en contact direct avec l'environnement extérieur, cela crée un risque d'infection dangereuse appelée sépticémie, appelée aujourd'hui sepsis. Et la sepsis est fréquente si la grossesse n'est pas interrompue sans délai. Dans de rares cas,

le cœur cesse de battre ou les contractions arrivent sans être déclenchées et le corps de la femme peut expulser de lui-même sans autre incident.

Mais le risque de sepsis augmente à chaque heure que le fœtus non viable est laissé dans le ventre par ceux qui disent “nous ne pouvons intervenir, le cœur bat encore”.

Que faire alors? Là où les médecins appliquent la loi 194/78, ils expliquent aux femmes que leur enfant ne peut venir au monde et qu’il représente un risque mortel pour elles. Une IVG thérapeutique est recommandée et pratiquée dans les meilleurs délais pour sauver la vie des femmes.

Dans certains hôpitaux religieux, les docteurs appelleront un hôpital public pour organiser un transfert de la femme pour une IVG pratiquée ailleurs. Mais ils évitent de prendre leurs responsabilités de soigner en faisant signer aux femmes un document douteux qui stipule que la femme „signe ceci pour confirmer que vous quittez l’hôpital de votre propre autorité pour aller chercher une assistance dans cet autre hôpital.“ L’obligation essentielle des médecins qui est de protéger la vie de ces femmes a été déshonorée et placée sur les épaules de l’hôpital public.

Dans les hôpitaux publics, les choses se passent généralement sans trop de bureaucratie. Les médecins informent la femme que „procéder à une IVG est la meilleure chose à faire puisqu’il n’y a plus d’espoir pour le fœtus et que l’attente met vos jours en danger“, comme lorsqu’ils procèdent à des césariennes sur des femmes à n’importe quel moment de leur grossesse en cas d’éclampsie (crise convulsive).

Et là les bornes vont être dépassées. Valentina est atteinte de fièvre intermittente, un symptôme de sepsis, mais personne ne s’en préoccupe. (Est-ce que l’infirmière a prévu le médecin le matin? Qui a décidé d’administrer du Tylenol, simple antidouleurs, l’infirmière seule?). La patiente a 34 de fièvre et sa tension est de 50/70, très basse donc, mais personne ne semble s’en soucier.

Le docteur Scollo, médecin en chef, procède à un examen qui

montre que l'infection est en train de s'étendre. Mais personne ne s'en soucie. Les douleurs sont atroces, les cris, les tremblements. A tel point que Valentina ne veut pas quitter son lit pour se rendre dans la salle d'accouchement. La mère de Valentina la gifle pour la réveiller, elle s'est déjà évanouie trois fois ce matin.

Aucun de ces signes, indiquant pourtant très clairement une sepsis mettant en danger la vie de Valentina, ne vient alarmer la perception consciente du médecin objecteur de conscience. Enfermé dans sa phrase „le cœur bat encore“, il ressemble à un robot. Il dit des choses incroyables telles que „c'est une colique néphrétique“. „ce sont les douleurs de l'accouchement“ pour nier le fait qu'il est en train de mettre sa vie en danger, ce qui l'obligerait à lui porter assistance. Ne pas reconnaître ces faits tout simples est ce qui met toujours les femmes en danger.

Il pourrait faire appel en tant que consultant au médecin qui pratique des IVG et faire en sorte que ce dernier vienne en aide à Valentina. Mais pour ce faire, il faudrait qu'il reconnaisse tout le mal qu'il est en train de faire, le risque qu'il inflige aux femmes chaque jour au nom d'un mantra dépourvu de tout sens critique.

C'est ainsi que les heures passent, détruisant la vie de Valentina. Avec la sepsis, 20 minutes suffisent à faire la différence entre la vie et la mort. Il faut appeler l'anesthésiste immédiatement et entreprendre un traitement urgent pour sauver la patiente, sans quoi l'infection commencera à détruire le foie, les reins, le cerveau, le système immunitaire, le système circulatoire. Valentina ressent des douleurs terribles dues à la destruction de ses organes et le crie à ceux qui n'ont pas d'oreilles pour l'entendre ni de cœur pour avoir pitié d'elle.

Ce sont des jumeaux et le médecin affirme: „même si un seul cœur bat, je ne peux rien faire“. Et pendant ce temps, Valentina est en train de mourir. On l'a laissé agoniser depuis le matin. A la fin, elle demande à sa mère un sédatif, sentant bien ce qui est en train de se passer.

Elle demande à ne plus souffrir. Tout lui sera refusé, même le

traitement de la douleur.

La fièvre a commencé à 9 heures du matin, Valentina expulse le premier fœtus à 23 heures, après que son corps ait été littéralement rongé par la sepsis. Après l'expulsion du second fœtus, mort également, il ne lui reste plus qu'à mourir. Et à nous, il ne nous reste plus que le deuil, la colère et la promesse que cela ne doit plus jamais se reproduire avec aucune autre femme.

TEXTE ORIGINAL: [Il Manifesto](#), par Elisabetta Canitano (en italien), actualisé

[PHOTO](#): l'hôpital où est décédée Valentina

PLUS D'INFORMATIONS: [Preliminary report from the Board of Health](#), Le rapport préliminaire du ministère de la santé, le 24 octobre 2016, semble disculpetous les acteurs de l'hôpital. Ce rapport a déjà été remis en question par trois médecins italiens dans des commentaires informels sous le dit rapport.

NOTE DE L'EDITEUR: Valentina était à l'hôpital pour une fausse couche du 29 septembre jusqu'à sa mort le 16 octobre. C'est moralement inacceptable. Ce n'est pas seulement ce qui s'est passé lors des 12 dernières heures qui l'a tuée, mais ce qui est arrivé sur toute cette période. Une intervention précoce aurait permis d'éviter ce qui s'est produit pendant ces 12 heures. Q'il s'agisse d'une incompétence ou d'une négligence clinique, d'un manque de compréhension ou d'expérience de ce qu'est un cas urgent d'obstétrique - et c'en était un dès le premier moment où Valentina est entrée dans cet hôpital, ou bien du refus des individus impliqués de procéder à une IVG pour des raisons de conscience ou parce que l'hôpital adhère à une charte catholique non formulée et non reconnue - ou d'une combinaison de tout cela - elle est morte pour rien. Sans une enquête indépendante, nous ne saurons pas quelles raisons ont déclenché cette situation et sans cette information, le risque que cela se reproduise avec d'autres femmes en Italie s'en trouve augmenté. Cet article montre que ce risque est déjà bien présent et connu.

Pour plus d'informations sur la politique sanitaire de l'Eglise catholique en ce qui concerne l'IVG et d'autres cas, où des vies de femmes ont été mises en danger, consultez

Termination of pregnancy as emergency obstetric care: the interpretation of Catholic health policy and the consequences for pregnant women: An analysis of the death of Savita Halappanavar in Ireland and similar cases. Reproductive Health Matters, 2013. Marge Berer

Le 4 novembre, des groupes de femmes italiennes se réuniront pour discuter de l'action à suivre, nous en parlerons à une date ultérieure.